

Vers le post-populisme ?

Compte-rendu d'entretiens avec Ivan Krastev

Manuel Lafont Rapnouil
directeur du CAPS

octobre 2021

Les travaux d'Ivan Krastev, politologue bulgare, qui réside entre Sofia (où il est président du Centre for Liberal Strategies) et Vienne (il est résident permanent de l'IWM - Institute for Human Sciences) portent notamment sur le projet européen, la montée du sentiment antilibéral et du populisme (notamment à l'aune de l'enjeu migratoire), mais aussi la place de l'Europe dans le monde. L'un de ses principaux ouvrages - *le Destin de l'Europe* - publié en 2019 décryptait la crise que traverse l'Europe à travers trois périodes (l'Europe de l'après deuxième guerre mondiale, l'Europe post-1968 et l'Europe post-1989). Ces trois modèles sont désormais remis en cause : le premier car le souvenir de la guerre s'estompe et que l'Europe semble incapable de se défendre elle-même ; le deuxième parce que l'Europe des minorités cherche encore le moyen de répondre aux exigences de la majorité ; et le troisième parce que les Européens de l'Est ne veulent plus imiter l'Ouest et cherchent une autre voie. Ces échecs ne condamnent pas pour autant, pour Krastev, l'Europe à l'effondrement, mais devrait la pousser à renforcer ses capacités militaires sans considérer les garanties américaines comme acquises et à déradicaliser l'extrême droite comme elle l'avait fait pour l'extrême gauche dans les années 60 et 70.

Tout récemment, dans son livre *Est-ce déjà demain ?*, Ivan Krastev a analysé l'impact de la covid en relevant sept paradoxes :

1. la pandémie a révélé la face sombre de la mondialisation mais a aussi agi comme un vecteur de la mondialisation ;
2. elle a accéléré la tendance à la démondialisation tout en révélant les limites de la renationalisation ;
3. si la pandémie a renforcé un temps l'unité nationale, elle ne fera qu'intensifier les divisions politiques, économiques et sociales ;
4. le virus a mis la démocratie à l'arrêt mais a limité le désir d'autoritarisme ;
5. alors que l'UE a brillé par son absence au commencement de la crise, elle pourrait voir son avenir menacé comme aucune autre crise ne l'avait fait jusqu'à présent dans son histoire ;
6. la pandémie a fait resurgir les trois crises qui ont ébranlé l'Europe ces dix dernières années (guerre contre la terreur, crise migratoire et crise financière mondiale), mais a conduit à ne pas transiger sur les libertés publiques, à mettre en valeur l'écueil que peut constituer la fermeture des frontières et à accepter une mutualisation des dettes ;
7. enfin, dernier paradoxe, la pression de la démondialisation risque de pousser les Européens à adopter plus de politiques communes, voire à déléguer à Bruxelles certaines prérogatives d'urgence.

En amont d'une leçon au Collège de France, Ivan Krastev a été reçu au Département notamment pour un entretien avec le directeur adjoint de cabinet et pour une séance de travail au CAPS. On peut retenir les éléments suivants de ces échanges.

EUROPE ET DÉMOGRAPHIE

Pour Ivan Krastev, la démographie, davantage que les seules migrations, apparaissait comme le défi majeur pour l'Europe et pourtant l'un de ceux qui étaient le moins pris en compte. Krastev considère la démographie comme un facteur culturel important qui avait été rendu visible par la covid (« C'est alors que nous nous sommes rendus compte combien nous étions vieux alors qu'avant la pandémie les personnes âgées étaient invisibles »). Le clivage Est-Ouest, les tensions sociales qui traversaient l'ensemble des sociétés européennes (monde urbain/zones rurales notamment), les crispations face aux migrations, l'essor des mouvements illibéraux, la montée des « guerres culturelles » (du climat aux droits des LGBT) : ces phénomènes puisaient largement dans les dynamiques

de dépression démographique (chute des naissances et départs des plus jeunes, et des plus diplômés). En Serbie, plus de 50% des électeurs lors du dernier scrutin avaient atteint l'âge de la retraite ; en Allemagne, la moyenne d'âge des électeurs était de 57 ans. En outre, alors qu'avant les deux guerres mondiales, l'Europe de l'Ouest était plus homogène et l'Europe centrale plus diverse, depuis les deux conflits mondiaux, cette dernière avait connu une très forte homogénéité ethnoculturelle qui, ajoutée à cette dépression démographique, nourrissait une forte anxiété (« Cette Europe peut ouvrir ses marchés, mais pas sa citoyenneté »). L'Union européenne était moins, dans cette logique, la création d'Etats-nations que la conséquence de l'échec des empires (« Venant d'empires désintégrés, l'Europe centrale et orientale est obsédée par sa souveraineté »). Krastev oppose deux formes de pensée en Europe : l'« imaginaire idéologique » qui était beaucoup plus tourné vers le cosmopolitisme et en vogue dans les pays d'Europe de l'Ouest ; et l'« imaginaire démographique » qui poussait les populations à sauver leur mode de vie.

LE POST-POPULISME

L'actualité politique en République tchèque, en Autriche et même en Hongrie, suggérait que la fin des populistes et de l'illibéralisme était possible. Mais cela ne signifierait pas le retour au statu quo ante. Les électorats de ces mouvements ne disparaîtraient pas et le cas polonais prouvait qu'un mode de scrutin proportionnel n'était pas une garantie suffisante. La polarisation « à la polonaise » (un véritable factionnalisme, où chacun des deux bords pense que l'autre est une menace existentielle pour le pays, qui n'était pas sans évoquer les Etats-Unis) pourrait progresser à travers l'Europe. A ce stade pour autant, certains Etats comme la République Tchèque, la Slovaquie ou la Bulgarie témoignaient d'une polarisation du champ politique sur les personnes plus que les idées (migrations, rapport Etat/UE faisaient à peu près consensus) ; cela n'en poserait pas moins des problèmes pour permettre à des coalitions négatives (« Tout sauf Babiš ») de gouverner. Les crispations sur la souveraineté et l'idée de « contrôle » resteraient – ce qui plaiderait pour davantage d'explications sur l'articulation entre souveraineté européenne et souverainetés nationales. Partout en Europe, on voyait d'ailleurs les populistes et l'extrême-droite se repositionner (et l'élection en France aurait une profonde influence à cet égard, y compris sur la frontière entre la droite et l'extrême-droite qui avait tendance à disparaître). Ivan Krastev notait aussi, sur le même sujet,

l'intérêt de plusieurs des populistes centre-européens pour le modèle israélien (« un petit pays qui avait réussi : homogénéité ethnoculturelle, pas de déclin démographique, une influence forte ») et pour Benjamin Netanyahu en particulier; intérêt qui se manifestait par l'influence de consultants israéliens auprès de ces dirigeants.

LE CAS DE LA HONGRIE

Pour Krastev, Orbán était un cas à part dans ce paysage populiste dans la mesure où il aspirait à une audience et une influence internationales, contrairement à un Kaczyński plus stato-centré, voire « provincial ». Orbán comprenait l'UE (il commande régulièrement des sondages dans 12 pays européens pour tester le pouls des opinions publiques) et pensait qu'il était à même de la transformer. Aujourd'hui, avec le départ de Merkel et de Kurz (et l'absence de chef d'Etat ou de gouvernement PPE à l'ouest de Vienne), il visait un leadership de fait sur les conservateurs européens (et pourrait argumenter que la démocratie chrétienne qui avait voulu ignorer son discours avait perdu ailleurs en Europe). Orbán n'était cependant pas lui-même à l'abri d'une défaite. Toutefois, même s'il devait perdre les prochaines élections, son influence persisterait en Hongrie du fait de sa « privatisation » du pouvoir; et de sa mainmise sur les universités dirigées par une fondation dont les conseils d'administration ont été nommés pour 9 ans, et sur les médias privés largement acquis à sa cause. Le fait que, pour préparer l'arrivée de l'administration Biden, dont il anticipait l'hostilité, Orbán se soit rapproché de Fox News, illustre la règle du jeu qu'il entendait suivre.

AU-DELÀ DE L'ETAT DE DROIT

Une des caractéristiques des mouvements illibéraux, notamment en Europe, tenait à leur combat contre la séparation des pouvoirs. En Europe centrale, ces mouvements s'appuyaient notamment sur la déception face au changement consécutif à la chute du Rideau de fer. La révolution attendue n'avait pas eu lieu, et l'Etat de droit était présenté comme la cause d'un « impossibilisme juridique », qui bloquait l'aspiration à une transformation positive. D'où l'hostilité des illibéraux aux institutions indépendantes (à commencer par la Commission) et aux tribunaux. Dans

ce contexte, le fait que Bruxelles parlait surtout la langue des institutions et du droit ne pouvait donc pas être efficace. Mais se placer sur le terrain des valeurs et du progrès social ne l'était pas non plus. Les Etats membres devaient intervenir davantage, rappeler la dimension démocratique et économique de l'Etat de droit, et politiser davantage la discussion. La France avait un intérêt et une légitimité à se saisir de ce dossier ; mais elle désamorcerait les préventions suscitées par son positionnement à l'égard de la Russie, par exemple en agissant avec la Suède, très ferme vis-à-vis de Moscou, qui suscitait la confiance côté polonais, et pourtant très libérale et en faveur de l'Etat de droit.

LA CORRUPTION

La corruption était aussi un aspect important de la politique illibérale. Si elle pouvait résulter d'une volonté d'enrichissement personnel (sans doute moins prégnante en Pologne), il ne fallait pas ignorer qu'il pouvait s'agir aussi voire surtout d'une volonté de couper l'accès de l'opposition à toute ressource (motif central en Hongrie). Ivan Krastev jugeait qu'il ne fallait pas laisser ce dossier aux Américains, dont il serait utile de se rapprocher (notamment du nouveau coordinateur sur les sanctions, James O'Brien, qui faisait partie selon Krastev de ceux qui jugeaient le recours aux sanctions trop brutal, et qui cherchait à mettre en place une stratégie qui éviterait de provoquer un retour de flammes).

LE SOMMET DES DÉMOCRATIES

Pour Krastev, ce sommet n'était pas la meilleure idée de l'administration américaine. L'UE devait être vigilante. Le fait de ne pas inviter la Hongrie pouvait devenir un problème, et les Etats-Unis devaient s'appuyer sur les décisions européennes plutôt que de donner l'impression de s'ingérer dans les affaires de l'UE. Plus largement, la bonne stratégie était d'éviter de se faire happer par la tentation du conflit idéologique avec la Chine qui était à l'oeuvre aux Etats-Unis. Les Européens devaient pour ce faire prendre l'initiative et faire apparaître un consensus en amont, y compris en suscitant un débat aux Etats-Unis (avec le National Endowment for Democracy, ou des chercheurs comme Tom Carothers ou Francis Fukuyama). Le Parlement européen, qui était toujours intéressé par la

« politique symbolique » pouvait aussi jouer un rôle.

LA CONFRONTATION SINO-AMÉRICAINNE

Les Européens et les Américains avaient en commun des sociétés ouvertes, et devaient se protéger des tentatives d'instrumentaliser cette ouverture contre leurs intérêts. Mais la polarisation n'était pas la bonne stratégie. Les Européens et les Américains avaient aussi un intérêt à une meilleure régulation et une gouvernance internationale plus efficace, ce qui ne pouvait exister en l'absence d'un monde commun.

LES EFFETS PRIMAIRES ET SECONDAIRES DE LA COVID

La pandémie montrait la différence d'effets politiques de la peur et de l'anxiété. Cette dernière était clairement à l'œuvre dans le contexte démographique évoqué supra, et nourrissait l'illibéralisme. La peur, au contraire, plus spécifique et plus immédiate, était la marque de la pandémie, et avait permis aux gouvernements de répondre aux attentes d'une action déterminée, et à l'UE d'apparaître comme « notre seule chance de faire une différence dans le monde de demain ». Mais si elle avait ainsi été favorable aux gouvernements dans un premier temps, cela pourrait ne pas durer alors même que les citoyens ont été déçus par l'action des gouvernants et qu'un fossé générationnel a semblé se creuser. Les enquêtes d'opinion suggéraient une montée de l'impatience, le sentiment parfois surprenant d'une perte de liberté portant atteinte aux styles de vie... Les mesures prises pour contenir la pandémie ont libéré les imaginaires politiques (ceux des écologistes sur la mise à l'arrêt d'une partie de l'économie, ceux des nationalistes sur la fermeture des frontières, etc.) et cela pourrait provoquer une radicalisation des demandes politiques de la population sur la base de l'idée que « les règles sous lesquelles nous avons vécu n'ont rien d'inéluctable ».

L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS

Pour Krastev, l'Europe centrale évoluait dans sa perception des Etats-Unis, constatant que sinon sa garantie de sécurité, au moins son engagement politique étaient fragilisés. Ces pays étaient d'ailleurs traditionnellement plus géopolitiques que l'Allemagne, sans grande tradition pacifiste, même s'ils étaient souvent des « one issue countries » : l'attachement de la Pologne au charbon s'expliquait ainsi moins par une indifférence au climat que par une volonté de ne pas dépendre du gaz russe. Ils pouvaient dès lors avoir une véritable valeur ajoutée au débat stratégique européen, notamment en matière de renseignement (Bulgarie sur la Turquie, Suède sur la Russie). Dans ce contexte, il y avait de la place pour une initiative française dès lors que Paris prendrait en compte de façon plus claire les vues de ses partenaires européens dans sa politique vis-à-vis de la Russie et les intérêts de sécurité prioritaires de l'Europe centrale, comme elle le faisait avec la Grèce au regard de la Turquie.

L'ALLEMAGNE POST-MERKEL

Pour Krastev, l'enjeu quant au bilan d'Angela Merkel était de savoir si, à terme, elle n'apparaîtrait pas comme ayant défendu un statu quo favorable à l'Allemagne plus longtemps que cela n'était justifié et si elle n'avait pas trop longtemps cru à un retour à la situation d'avant les populistes. L'Allemagne avait en tous cas pris du retard : ainsi, si on n'avait que peu parlé de politique étrangère pendant la campagne législative, c'était moins par consensus que par absence de vision claire des sujets dont il faudrait débattre (la démondialisation, la géopolitique et les rapports de force, l'insuffisance d'une politique étrangère construite sur l'économie...). L'Allemagne risquait de faire l'expérience d'une moindre centralité en Europe dans les années post-Merkel y compris au regard d'une évolution industrielle poussée par la transition écologique qui affecterait moins l'Allemagne que les économies dépendant d'elle en Europe centrale. Avec le départ de la Chancellerie, l'Allemagne perdait aussi le crédit personnel dont jouissait Angela Merkel auprès de nombreux décideurs au sein de l'UE (Conseil européen, poids du PPE au Parlement européen) et au-delà (Balkans). Si Frank-Walter Steinmeier devait ne pas être reconduit à la présidence de la République fédérale, personne ne semblait prêt à avoir un tel entregent (celui d'Olaf Scholz se limitait à l'eurozone). Mais au-delà,

c'est Merkel qui permettait dans une large mesure au statu quo d'être favorable à l'Allemagne grâce à cette centralité. Les interrogations des uns et des autres (y compris hors de l'UE) changeraient désormais la donne. A fortiori si l'Allemagne tirait les mauvaises conclusions du geste américain vis-à-vis de Berlin sur NordStream II : pour Washington, il visait à s'assurer de la fermeté de la mobilisation allemande face à la Chine et à responsabiliser Berlin sur la stabilité de l'Europe et de son voisinage, responsabilité dont l'actuelle crise de l'énergie augurait probablement mal ; mais ce n'était pas ce qu'en avait retenu Berlin.